

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 428 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 428
Sept. - Oct. 1994
31^e année

DANS CE NUMERO

- Mitterrand et les hypocrites
- Les anarchistes eux aussi revendiquent leur participation à la boucherie impérialiste
- Charité et impérialisme au Rwanda
- «Lutte Ouvrière» et la défense des nationalisations
- Démocratie blindée
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

La conférence du Caire sur la démographie, ou la bataille des bigots et des malthusiens

La conférence de l'ONU sur «la population et le développement» du Caire s'est tenue dans une ambiance bien particulière, sous la protection de la police face aux menaces des intégristes islamistes. Quelques pays l'ont boycottée comme l'Arabie Saoudite ou le Soudan, mais aussi la Turquie laïque dont le gouvernement en difficulté a voulu donner des gages à l'extrême-droite religieuse.

Le déroulement des séances, comme la préparation de la Conférence, ont été marquées par l'offensive des milieux religieux les plus réactionnaires, contre tout ce qui pouvait évoquer avortement, contraception et contrôle des naissances. Les années précédentes, c'était le gouvernement américain, sous les présidences de Reagan et de Bush, qui s'opposait au contrôle des naissances, au point de couper les subventions à cet organisme.

Le gouvernement Clinton étant revenu sur cette politique, c'est le Vatican, aidé par les instances musulmanes, qui a mené ce combat réactionnaire. Pour ces bigots, le contrôle des naissances est un pur anathème: si l'humanité se donnait les moyens de contrôler sa reproduction, elle ne serait pas loin de contrôler son propre destin. Quelle place resterait-il alors à Dieu et à toute la bande de ses représentants?

Mais si le combat des religieux est intégralement réactionnaire, il ne s'en suit pas que leurs adversaires aient raison. Ces derniers prétendent que la surpopulation est un des fléaux majeurs qui frappent l'humanité, une des causes fondamentales de la pauvreté et de la misère dans lesquelles sont plongées les populations des pays dits sous-développés. Ces raisonnements relèvent du malthusianisme le plus pur. Pour les réfuter il suffit de constater que depuis que l'économiste anglais Malthus a énoncé ses thèses de l'épuisement des ressources si le nombre d'hommes continuait à croître aussi vite, la population de la Grande-Bretagne a

(Suite en page 2)

La bourgeoisie a célébré la «Libération» et la fin de la Guerre Mondiale

La libération du prolétariat viendra de la reprise de la guerre des classes !

Les grandes festivités de cet été pour célébrer le cinquantenaire du débarquement puis de la libération de Paris ont été le prélude aux célébrations qui vont s'étendre à tous les pays européens et se conclure par les cérémonies commémoratives de la victoire des Alliés l'année prochaine. Ces diverses manifestations sont l'occasion pour les bourgeoisies de redonner une nouvelle force à leur éternelle propagande patriotique et au conditionnement du prolétariat dans l'idée que la «Démocratie» est un bien suprême, commun à toutes les classes, et qui doit être défendu au prix de tous les sacrifices contre les dangers qui le menacent sans cesse.

LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE N'A PAS ETE UNE CROISADE DE LA DEMOCRATIE CONTRE LE FASCISME, MAIS LA LUTTE DE DEUX ALLIANCES IMPERIALISTES POUR LE PARTAGE DU MONDE

Les Etats, pas plus que les classes, n'entrent en lutte pour des idées, mais pour défendre des intérêts matériels tout ce qu'il y a de concret. L'Allemagne, étouffant dans le carcan du partage impérialiste issu de la première guerre mondiale, devait à tout prix modifier en sa faveur cette partition du monde pour avoir une chance de surmonter la grave crise économique et sociale dans laquelle elle se débattait depuis l'armistice. De l'autre côté les vainqueurs de la première guerre tenaient avant tout à maintenir les avantages acquis lors du conflit. C'est la raison pour laquelle l'attitude de ces derniers apparaissait fondamentalement «pacifique» alors que celle de l'Allemagne et de ses alliés était «agressive». Mais pour le marxisme cette différence d'attitude est secondaire et ne peut masquer que ce sont tous

les Etats impérialistes qui sont responsables de la guerre. La volonté de distinguer entre «l'agresseur» et «l'agressé» entre les Etats (ou groupes capitalistes) «fauteurs de guerre» et les Etats pacifiques est, à l'inverse, typique des mouvements petits-bourgeois et opportunistes; c'est la volonté de se rallier à un camp bourgeois contre un autre qui mettrait en péril le statu-quo ou leurs situations acquises. Et comme dans tous les pays la classe dominante possède tous les moyens pour se présenter comme la victime de l'agression, c'est évidemment à leur propre bourgeoisie que se rallient toujours opportunistes et petits-bourgeois, essayant d'entraîner avec eux le prolétariat. L'«Union Sacrée» entre les classes et les partis qui en est la conséquence est un facteur indispensable à l'entrée en guerre; elle est donc un des premiers actes du conflit: voilà où mène le désir de distinguer des «bons» et des «méchants» parmi les Etats bourgeois!

Pendant la dernière guerre mondiale ce schéma sembla un

(Suite en page 2)

Lénine sur le chemin de la révolution (2)

(La première partie de la Conférence d'Amadeo Bordiga prononcée en 1924 à l'occasion de la mort de Lénine est parue dans le précédent n° du journal)

LE REALISATEUR DE LA POLITIQUE MARXISTE

L'oeuvre théorique de Lénine ne peut être considérée séparément de son oeuvre politique: les deux choses se mêlent continuellement et nous ne les avons séparées que pour la commodité de l'exposé. En même temps qu'il rétablit la conception et le programme révolutionnaires du prolétariat, Lénine en devint un des principaux chefs politiques, et il appliqua en pratique dans la lutte de classe les principes qu'il défendait sur le terrain de la critique doctrinale. Le champ de cette grandiose activité dans sa vie trop brève n'est pas restreint à la seule Russie mais s'étend à tout le mouvement prolétarien international.

Considérons tout d'abord l'oeuvre

de Lénine au cours de plus de trente années de lutte politique en Russie, jusqu'au moment où il apparut comme chef du premier Etat prolétarien. Des adversaires de toute tendance ont voulu nier la continuité et l'unité qui existe entre cette tâche de la grande figure historique de Lénine et sa doctrine marxiste. Il ne s'agirait pas d'une réalisation du programme politique du prolétariat de l'Occident capitaliste et «civilisé», d'une victoire effective du socialisme connu dans les pays modernes et développés, mais d'un phénomène historique hybride, propre à un pays arriéré comme la Russie; il s'agirait d'un mouvement, d'une révolution, d'un gouvernement «asiatiques» qui n'ont pas le droit de se réclamer de la tâche historique du prolétariat mondial. Et celui-ci n'aurait pas le droit de les considérer comme sa première victoire, comme la preuve historique que la réalisation de ses idéaux révolutionnaires est possible. Le bourgeois occidental dit cela pour se rassurer sur le danger de la «contagion» bolchévique: l'opportuniste social-démocrate pour ne

pas être contraint de reconnaître la liquidation de son programme de collaboration des classes et de ses perspectives d'évolution légale et pacifique, toutes choses qu'il présente sans vergogne comme l'apanage du prolétariat avancé des pays «civilisés»; l'anarchiste pour attribuer à la nature du peuple russe et aux traditions de l'absolutisme les formes coercitives de la révolution, et pour s'obstiner à ne pas voir la preuve évidente, à crever les yeux, de la nécessité inéluctable de celles-ci.

Rien de plus stupide que ces thèses. Lénine exprime le contenu international, mondial et même occidental (si par Occident on entend l'ensemble des peuples de race blanche affligés des délices les plus modernes du capitalisme industriel) de la révolution russe. Les faits le démontrent à l'évidence, au delà de tous les arguments qui militent en faveur de l'analyse marxiste selon laquelle tous les pays connaîtront l'avènement du prolétariat et du communisme.

(Suite en page 4)

La libération du prolétariat viendra de la reprise de la guerre des classes !

(Suite de la page 1)

moment ne pas se réaliser aussi parfaitement que lors du premier conflit, pour ce qui est des partis stalinien.

Lorsque éclate la guerre entre l'Allemagne et les « démocraties » occidentales, les PC se mirent à dénoncer la guerre impérialiste et affectèrent de reprendre le mot d'ordre léniniste du « défaitisme révolutionnaire ». Même un Trotsky se laisse prendre à ce verbiage et il crût que les PC avaient encore des militants révolutionnaires, alors qu'ils ne faisaient que s'adapter à la politique étrangère soviétique et au pacte russo-allemand. Peu avant la signature de ce pacte, le chef du PCF déclarait : « Les dictatures de Rome et de Berlin veulent isoler notre patrie pour l'anéantir. Ceux qui crient « plutôt la révolution que la guerre... » ou « Grève générale et non pas mobilisation générale » sont complètement en dehors du marxisme. Dans les conditions présentes ces phrases représentent un crime contre la classe ouvrière (...). De quelle impudence font preuve les espions trotskistes qui prétendent faire resurgir le mot d'ordre de Liebknecht « l'ennemi est dans notre pays » ! Nous devons dénoncer comme appui direct au fascisme les calomnies contre l'Union Soviétique et la mensongère affirmation trotskiste selon laquelle tous les impérialismes se valent, mettant ainsi sur le même plan la dictature fasciste et les démocraties occidentales éprises de paix »

(1) Quelques mois plus tard le PCF dû prendre un virage à 180° et jouer la comédie du défaitisme révolutionnaire, ce qui lui valut de subir la répression. Mais cette comédie il ne la joua pas longtemps; dès la défaite militaire consommée le PCF prit la voie d'une opposition réformiste au gouvernement de Pétain. Des militants du PCF participaient à la rédaction de l'hebdomadaire pétainiste « La France au travail », des négociations étaient entreprises auprès de la Kommandantur pour légaliser « L'Humanité », par ailleurs tolérée par les autorités d'occupation car le PCF avait abandonné toute sa rhétorique anti-fasciste. Les premiers envois d'ouvriers en Allemagne ne réussirent pas à rompre cette politique collaborationniste. Le slogan du PCF était alors « Ni Pétain, ni de Gaulle » (2), mais il fallait entendre aussi : « ni retour à la lutte de classe, ni action révolutionnaire en direction de l'armée allemande, etc. »

Il fallut la rupture de l'alliance russo-allemande et l'attaque de la Russie pour que le PCF adopte la ligne de la Résistance. Mais ce changement de cap n'était en rien un retour aux orientations classistes et communistes : de la collaboration implicite avec la bourgeoisie pétainiste, le PCF passait à la collaboration ouverte avec la fraction de la bourgeoisie représentée par de Gaulle (3). Et dans ce dernier cas, le rôle des stalinien étaient irremplaçable pour récupérer les premiers mouvements spontanés de refus du travail obligatoire en Allemagne et en faire, sous la forme de détachements de partisans, des supplétifs des armées impérialistes et une masse de manoeuvre pour la bourgeoisie gaulliste : L'Union-Sacrée dans la Résistance a été tout aussi anti-prolétarienne, contre-révolutionnaire et pro-impérialiste que l'union sacrée au gouvernement lors de la première guerre mondiale. Elle ne pouvait logiquement déboucher que sur l'Union Sacrée pour la Reconstruction de l'impérialisme français.

LA « LIBERATION », PREMIER PAS DE LA RECONSTRUCTION

DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

La Libération suscita en France (comme dans les autres pays) une vague d'enthousiasme, car c'était la fin de la période terrible de la guerre avec son cortège d'horreurs, de privations, de répression en tout genre. Les libérateurs parlaient de la constitution d'une nouvelle République démocratique et sociale, et de l'ouverture d'une ère de paix et de progrès ininterrompus. Mais au même moment où les foules étaient en proie à la liesse, la bourgeoisie réussissait grâce aux gaullistes et aux stalinien à maintenir la continuité de son appareil suprême de domination, l'Etat, et à faire oublier la parenthèse vichyste : la légende de la France résistante et anti-fasciste était en marche. Hors des frontières métropolitaines, les armées françaises s'efforçaient de maintenir l'empire colonial. Le 8 mai 1945, jour de la fin de la guerre mondiale, était aussi le premier jour des guerres coloniales qui n'allaient pas cesser un instant pendant la IV^{ème} République : attaque des « Forces Françaises Libres » contre Beyrouth pour reconquérir un Liban qui s'était déclaré indépendant. En Algérie, en Indochine, en Afrique les armées françaises - dans lesquelles s'étaient reconvertis nombre d'anciens résistants - partirent combattre des populations qui voulaient se libérer du joug de la « démocratie » française. Les victimes allaient se compter par centaines et centaines de milliers et les méthodes utilisées n'avaient rien à envier à celles des armées allemandes - qui d'ailleurs s'étaient inspirées des méthodes de répression coloniale.

La « Libération » a été le coup d'envoi d'une tragédie sanglante pour les peuples colonisés.

Pour le prolétariat européen, elle a marqué le début d'un grand cycle d'accumulation capitaliste sur les ruines de la guerre, et donc d'exploitation marqué par la consolidation du pouvoir de son ennemi de classe, par la constitution de colosses étatiques et d'alliances impérialistes sur la base d'une « purification ethnique » sans précédent puisqu'à la différence de la paix de Versailles, les vainqueurs ne se sont pas contentés de déplacer les frontières, mais ont déplacé en même temps les peuples.

La bourgeoisie a donc toutes les raisons de célébrer la « Libération », redonnant ainsi un peu de lustre à la collaboration des classes. Elle a d'autant plus de raison que le monde change, que l'équilibre international et la répartition du monde d'hier ont vécu, que le grand cycle d'expansion économique s'est achevé.

Le prolétariat n'a aucune raison à l'inverse de fêter cette « Libération » qui a donné 50 ans de vie supplémentaire au capitalisme mondial. Il lui faut rompre avec toute l'idéologie, les traditions, les réflexes de l'Union Sacrée entre les classes au nom de l'anti-fascisme ou de la défense de la patrie. 50 ans après la « Libération », la période actuelle placée sous le signe des affrontements nationalistes dans l'ex-Yougoslavie et du génocide au Rwanda n'est pas une rechute dans la « barbarie » nazie d'un passé révolu. Elle est le fruit de ces 50 ans de développement capitaliste au cours desquels l'énorme expansion des forces productives s'est accompagnée d'un accroissement tout aussi énorme des contradictions et des foyers de tension explosive.

Elle est donc l'annonce de l'avenir dans lequel le prolétariat devra enfin se « libérer » de toutes les suggestions mensongères et les fausses voies pour se

lancer hardiment dans la guerre des classes s'il ne veut pas une fois encore être broyé par les guerres impérialistes.

(1) Déclaration de Maurice Thorez au Comité Central du PCF, 21 novembre 1938

(2) « L'Humanité » du 9 juillet 1994, cite des extraits (des phrases chauvines écoeurantes) d'une déclaration de Thorez et de Duclos le 10 juillet 1940 qu'elle présente comme un appel à la Résistance similaire à celui de de Gaulle de juin 1940. Cet appel de Thorez avait probablement du mal à se faire entendre puisqu'un an plus tard et deux jours avant l'invasion allemande de la Russie, « L'Humanité » poursuivait encore ses attaques contre de Gaulle et les

appels de celui-ci à poursuivre le combat contre l'Allemagne : « On entend répéter que Vichy fait tuer des français pour l'Allemagne, mais que dire de de Gaulle, du valet de Gaulle, qui a conduit au massacre des milliers de nos frères pour la Grande-Bretagne ? » (18 juin 1941)

(3) « L'Humanité » du 23 juin 1941 arborait un nouveau slogan : « Vive l'Angleterre ! » et écrivait : « La classe ouvrière française tirera ses forces des traditions glorieuses de la patrie pour la lutte contre le peuple allemand » et « Les ouvriers et les paysans réaliseront l'unité nationale de toutes les forces anti-fascistes. L'union de de Gaulle et des communistes représente une nécessité vitale pour la victoire de la patrie ».

La conférence du Caire sur la démographie, ou la bataille des bigots et des malthusiens

(Suite de la page 1)

fortement augmenté, mais la richesse du pays - indépendamment de la question de savoir à qui cette richesse a profité - s'est accrue dans des proportions bien plus grandes encore. Ou il suffit de constater que les densités les plus élevées de population ne se rencontrent pas en Afrique ou en Asie, mais au coeur de la vieille et opulente Europe, en Belgique ou aux Pays-Bas

Il est indéniable que la croissance rapide de la population est un grave problème pour les pays en développement capitaliste encore limité. Mais les malthusiens posent le problème à l'envers : ces Etats souffrent à la fois d'une insuffisance de développement capitaliste qui ne peut fournir assez d'emplois ni créer assez de richesses pour subvenir aux besoins de tous, et d'un trop grand développement de ce mode de production qui a d'ores et déjà détruit irréversiblement les équilibres - y compris démographiques - du mode de production antérieur. Nous ne voulons pas dire que « la croissance » est le remède aux problèmes démographiques, ne serait-ce que parce qu'il serait absurde de croire que le système capitaliste est capable d'assurer un développement harmonieux et rapide de toute la planète. Le capitalisme est un mode de production éminemment contradictoire. S'il développe les forces productives à une vitesse inconnue auparavant, s'il crée des richesses en quantités inimaginables, il le fait en accumulant de l'autre côté la misère et la pauvreté, la violence et les destructions à une échelle sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Le fléau qui frappe l'humanité ce n'est donc pas la surpopulation, c'est le mode de production capitaliste, par nature incapable de satisfaire les besoins humains - à part ceux d'une infime minorité privilégiée. L'existence de gigantesques masses de population déshéritées, sans réserves, chassées de leur lieu de naissance par de brutales nécessités économiques ou par les destructions guerrières est la condition tant de l'enrichissement insolent d'une poignée de capitalistes locaux, que du maintien encore solide de la paix sociale dans les grandes puissances impérialistes qui font retomber l'essentiel du poids de leurs difficultés économiques sur les Etats plus faibles.

Mais le capitalisme accumule ainsi des contradictions de plus en plus explosives et crée celui qui est appelé à être son fossoyeur, le prolétariat. Depuis Malthus les bourgeois essayent de trouver des solutions pour amortir ces contradictions, y compris en rêvant à un freinage de l'expansion capitaliste. Les savants démographes qui se sont réunis au Caire calculent, avec des sueurs froides dans le dos, que si l'ac-

croissement démographique continue au rythme actuel, il ne s'écoulera que quelques décennies avant que toute la structure économique-politique de la planète vole en éclats. Pour parer à cette éventualité cauchemardesque, les experts démographes disent à la bourgeoisie qu'il lui faut faire quelque chose au niveau mondial pour dès maintenant stopper le pullulement incontrôlé de tous ces pauvres. De leur côté les experts en contrôle des masses par l'abrutissement religieux lui disent qu'il ne faut surtout pas affaiblir leur influence en donnant, notamment aux femmes, un moyen de contrôle sur leur existence.

Mais ni les religieux qui exaltent la résignation au nom de la volonté divine, ni les bourgeois les plus lucides qui essayent de corriger ou d'atténuer les contradictions les plus criantes du capitalisme, ne pourront éviter l'explosion de toutes les contradictions du capitalisme; ni eux, ni les philanthropes ou les féministes qui veulent apporter la bonne parole aux femmes du « Tiers-Monde » (1), ne peuvent évidemment proposer la seule solution réaliste aux problèmes que pose le capitalisme à l'humanité, y compris la question démographique : le renversement du mode de production capitaliste par la révolution communiste.

Ce n'est qu'après la victoire révolutionnaire et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat, phase nécessaire pour éradiquer tous les vestiges de la société de classes et réaliser le passage au socialisme, que l'humanité se mettra en condition de se diriger elle-même de façon consciente et de sortir ainsi définitivement de sa préhistoire. C'est alors qu'elle pourra décider librement et consciemment du chiffre optimum de la population humaine suivant les ressources de la société et de la nature, ressources qu'il serait vain de deviner aujourd'hui.

(1) Cette attitude de bourgeois humanistes peut se retrouver chez ceux qui, après avoir dénoncé le « mépris à l'égard des populations pauvres », écrivent que la pilule est peu utilisée par ces populations, « car c'est une méthode exigeant un niveau culturel, une attitude morale qui sont liés au développement économique ». Cette analyse vraiment méprisante et quasi-raciste envers des populations jugées encore incapables d'une attitude morale, n'a pas été écrite par un propagandiste enthousiaste des bienfaits moraux et matériels du développement capitaliste, mais par « Lutte Ouvrière » n°1635 (2 sept. 94). Mais ce n'est pas la première fois que cette organisation montre son aplatissement complet devant l'idéologie du « progrès » bourgeois...

MITTERRAND ET LES HYPOCRITES

Les prétendues «révélations» sur la jeunesse de Mitterrand ont causé un beau tintamarre politique, et tout particulièrement à gauche - les politiciens de droite préférant par prudence ne pas trop soulever le sujet «délicat» de Vichy.

Mais ces indignations bruyantes ou ce «trouble» complaisamment affiché devant les médias, témoignent avant tout de l'hypocrisie de leurs auteurs. Car les faits révélés par les journalistes étaient connus pour l'essentiel depuis toujours, la seule nouveauté étant qu'ils ont maintenant été confirmés par les aveux de l'intéressé. Un Kouchner ou un Martinet, plus francs, ont déclaré de leur côté que c'était précisément à cause de ce passé collaborationniste et d'extrême-droite qu'ils s'étaient opposés à Mitterrand lorsqu'il postulait à représenter la gauche unie aux élections présidentielles de 1965.

Que vaut une indignation qui ne se manifeste qu'une fois tous les 30 ans? C'est la question qui se pose lorsque l'on songe que ces gens étaient moins regardant lorsqu'il s'agissait de décrocher des postes de ministre ou d'ambassadeur...

Mais il y a pire. Tous ces vertueux indignés sont ceux qui ont édifié de toute pièce la légende d'un Mitterrand - homme politique «de gauche», voire même «marxiste» comme le disait le PS dans les années soixante-dix. C'est parce qu'il était un politicien oublié, tombé dans l'oubli après s'être trop usé que le PCF est allé proposer à Mitterrand d'être le candidat de la gauche: un Mitterrand ne pouvait que rassurer tous ceux que le caractère «ouvrier» et pro-soviétique du PCF inquiétait, son isolement étant en outre la garantie qu'il ne se retournerait pas contre le PCF. On sait ce qu'il en advint: le parti socialiste (SFIO) totalement discrédité et en voie de disparition politique vit dans l'ex-candidat aux élections de 65 son ultime planche de salut. L'affaire fut vite conclue; contre un rapide baptême «socialiste» censé le laver de ses péchés et de son passé trouble, Mitterrand obtint les clefs de la «vieille Maison» en ruines. Avec l'aide irremplaçable de jeunes politiciens ambitieux (les amis de Chevènement) il transforma la SFIO en parti moderne des classes moyennes salariées et même, avec l'appui de la CFDT, d'une partie de la classe ouvrière. En l'espace d'une décennie, le PS, devenu premier parti de gauche,

accédait alors au pouvoir.

La dite extrême-gauche, aussi bruyante que creuse a elle aussi sa part de responsabilité dans l'affaire, dans cette entreprise de duperie, dont l'individu Mitterrand n'est que l'expression achevée, pour avoir systématiquement apporté son soutien - soutien dit «critique», mais soutien quand même - au réformisme. Il est ironique de voir par exemple les indignations de «Rouge», l'organe de la LCR, titrant «Le coup de grâce à la gauche». Le rédacteur en chef de «Rouge» écrit qu'en 1965 il refusa d'appeler à voter Mitterrand et il attaque le PCF pour avoir intronisé à deux reprises Mitterrand candidat unique de la gauche: «Le PCF n'échappera pas davantage (que les socialistes, NdlR) à son bilan» écrit-il gravement. Et les trotskistes? N'ont-ils pas eux aussi soutenu Mitterrand? Le rédacteur de «Rouge» essaye de s'en tirer par l'explication suivante: «Encouragée par l'engagement sans réserve du PS et du PCF, l'illusion finit cependant par se muer en dynamique populaire (1). Du coup (11), l'ensemble du mouvement ouvrier en vint inévitablement à faire bloc, au second tour de chaque scrutin, dans le but de battre les représentants de la réaction (sic!!!)» («Rouge», No 1603, le 15 sept. 1994). En un mot quand une illusion est vraiment répandue, il est «inévitabile» que les trotskistes s'alignent dessus et la diffusent à leur tour...

Et l'illusion la plus grave, ce n'est pas qu'un Mitterrand se soit fait passer pour un homme de gauche sans rien renier non seulement de sa jeunesse d'extrême-droite, ni, ce qui est bien plus grave, de toute son activité politique au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme français sous la IVème République (activité que personne ne songe à lui reprocher aujourd'hui). L'illusion bien plus grave, l'illusion mortelle, c'est de croire que cette «gauche», qu'elle s'incarne dans un ancien vichyste ou dans un ancien résistant ait quelque chose à voir avec le mouvement ouvrier et qu'elle ait une autre perspective que la défense du capitalisme et de l'Etat bourgeois.

Pour porter le coup de grâce à cette gauche, c'est-à-dire à ces partis et organisations contre-révolutionnaires, il faudra bien autre chose que les indignations hypocrites de ceux qui n'aspirent qu'à la «recomposer». Il faudra que le prolétariat retrouve le chemin de la lutte de classe sous la direction de son parti révolutionnaire, c'est seulement alors que pourront commencer à se dissiper tous les mensonges du théâtre politique bourgeois.

Les anarchistes eux aussi revendiquent leur participation à la boucherie impérialiste

Dans des articles parus cet été «Le Monde Libertaire» («Hors-série d'été n°2») et «Combat syndicaliste» (juillet-août 1994) nous apprennent plus ou moins fièrement que des libertaires espagnols ont participé à la «libération» de Paris par la division Leclerc; et ils s'indignent que l'historiographie officielle passe ce fait sous silence. Selon eux «près des trois quarts» des premiers effectifs de la 2e DB à pénétrer dans Paris étaient espagnols et ce serait même selon le «Monde Libertaire» la compagnie dite «La Nueve» regroupant des républicains espagnols de toutes tendances qui aurait libéré Paris.

Rappelons que le rôle exact des troupes de Leclerc était bien moins de venir au secours de Paris «spontanément» insurgé, que d'abord de prévenir tout risque que l'insurrection en traînant en longueur finisse par échapper au contrôle de la Résistance et débouche sur une nouvelle Commune. Bien que très improbable (1), cette possibilité était toujours présente à l'esprit des bourgeois pour qui il était primordial que des forces militaires sûres puissent maintenir l'ordre, les forces de police étant discréditées aux yeux de la population, en dépit de la mascarade de la «rébellion» de la Préfecture de police. L'autre raison politique fondamentale de l'action de la Division Leclerc était dictée par le besoin de l'impérialisme français de réussir à sortir de sa situation fâcheuse de collaborateur de l'Allemagne, sur le plan de la politique extérieure comme sur le plan de la politique intérieure.

Il fallait assurer la prééminence des gaullistes sur le PCF (2), c'est-à-dire la prééminence de la ligne de réunification politique de la bourgeoisie française et de continuité des institutions étatiques qu'un poids politique trop important acquis par le valet stalinien à l'occasion de la libération de la capitale aurait rendue plus difficile. Il s'agissait enfin par un «succès militaire» important sur le plan symbolique et politique de garantir la présence de l'impérialisme français à la table des vainqueurs de la guerre, au lieu qu'il en soit l'un des vaincus en tant qu'allié de l'Allemagne. Les Alliés avaient déjà

prévu un statut d'occupation militaire de la France, imprimé une monnaie, etc., à l'exemple de l'Italie. La «libération de la capitale par Leclerc» et «l'insurrection du peuple de Paris» débouchant sur l'intronisation d'un gouvernement d'union nationale autour de De Gaulle, remettaient en selle l'impérialisme français et contraignaient les Alliés à lui donner une place qu'ils n'avaient pas prévue; il fut même accordé à la France une zone d'occupation en Allemagne, quoique cette zone soit réduite (entre autres conditions, les américains exigèrent qu'aucune grande ville n'en fasse partie).

La division Leclerc a donc rendu un fier service à la bourgeoisie française et les libertaires espagnols pourraient se plaindre de l'ingratitude de celle-ci (pour renforcer la légende des français libérés par eux-mêmes, les historiens auraient prétendu que ces espagnols étaient en fait des... marocains, ce qui avait bien de quoi faire enrager tout espagnol anti-fasciste et républicain digne de ce nom) (3), si les bourgeois n'avaient pas toujours comme règle d'exploiter autrui: bien naïfs sont ceux qui croient à la gratitude des bourgeois!

Le «Monde Libertaire» qui titre sur la «Résistance Libertaire» et vante l'action de «centaines» d'anarchistes dans les maquis, s'attriste que cinquante ans après la «Libération» «le paysage politique a réintégré les vieux démons de l'époque: des nationaux-populistes et racistes ici, des post-fascistes là et même des néo-nazis en grand nombre! La bête immonde n'est pas morte. Seule la révolution sociale était susceptible de la faire crever il y a cinquante ans. C'est toujours vrai de nos jours. Ainsi le meilleur anniversaire que l'on puisse souhaiter en ce cinquantenaire, c'est de reprendre la lutte là où celles et ceux qui nous ont précédés l'avait laissée».

Le «M.L.» oublie de nous préciser où ces prédécesseurs l'avaient-ils laissée: dans les bureaux des institutions gouvernementales bourgeoises ou dans les rangs d'une armée impérialiste? Ce qui est sûr en tout cas c'est que pour ces libertaires la «bête immonde» qu'il faut combattre sans trêve, ce n'est pas le

capitalisme et la domination bourgeoise en tant que telle, mais simplement la forme non-démocratique, totalitaire, de cette domination, connue sous le nom de fascisme. Et face à l'éventualité réelle ou supposée de l'imposition de cette forme, il est légitime de défendre la forme démocratique, libérale, de la domination bourgeoise en dépit de toutes les phrases creuses sur la révolution sociale...

A la différence du «M.L.», «Combat syndicaliste», organe du syndicat CNT, essaye de prendre un peu de recul par rapport à l'attitude des libertaires d'il y a cinquante ans:

«On peut s'interroger à l'infini sur les motivations exactes de ceux, qui parmi nos camarades, se sont engagés dans la Résistance ou dans les Forces Françaises Libres. On peut critiquer la naïveté qui leur faisait croire que leur participation à la Libération de la France garantissait la chute ultérieure de Franco. On peut soutenir que le combat d'alors n'était plus leur combat et qu'il ne pouvait favoriser que le capitalisme américain ou le stalinisme soviétique [et le capitalisme français?]. En fait ça ne coûte rien de spéculer. Mais ce qui est sûr, c'est que les libertaires espagnols n'ont jamais eu peur de se salir les mains. Ils n'ont pas eu de ces frilosités qui ont mené quelques beaux esprits à la limite de la collaboration, voire au-delà [on croirait lire les diatribes des stalinistes contre les «hitléro-trotskyistes»].»

Bref, peu importe de savoir si en rejoignant une armée impérialiste les libertaires abandonnaient le combat prolétarien et combattaient en fait pour tel ou tel capitalisme, l'important c'est de ne pas être frileux et de ne pas avoir peur de se salir les mains!

En réalité il ne s'agit pas de naïveté dans l'attitude apparemment paradoxale des libertaires espagnols, mais de la conséquence logique de l'orientation interclassiste désastreuse de cette variante petite-bourgeoise de l'idéologie démocratique qu'est l'anarchisme: de l'alliance avec les bourgeois républicains et l'Etat bourgeois pour battre Franco, la révolution sociale étant renvoyée dans le futur (alors que l'orientation prolétarienne est: seule la révolution renversant l'Etat bourgeois peut battre Franco et les bourgeois républicains), on passe naturellement et inévitablement à l'enrôlement dans les armées bourgeoises «démocratiques» pour combattre l'Allemagne «fasciste».

Parce qu'il est étranger aux posi-

tions prolétariennes de classe, l'anarchisme anti-étatique et anti-autoritaire est condamné à faire le jeu de la classe dominante, à se transformer aux moments décisifs en soutien actif à l'Etat capitaliste et à l'armée bourgeoise sous le prétexte fallacieux que ce serait un moindre mal, bref en adversaire du prolétariat.

C'est ce que démontrent non seulement l'attitude des libertaires d'il y a une cinquantaine d'années, mais également le commentaire désinvolte et l'approbation de cette attitude par les libertaires actuels, prêts à recommencer tout ce qu'ont fait leurs prédécesseurs, tout en sachant où cela les a menés et à qui cela a profité.

(1) Rol-Tanguy, haut responsable du PCF et Commandant en chef des FFI d'Ile de France - unités de partisans qui ont joué le rôle décisif dans l'insurrection parisienne - écrit qu'«il n'y a jamais eu l'ombre d'une menace de Commune»; «pendant l'insurrection, j'avais des positions totalement identiques à celles de Jean de Vogüé [l'un des 3 responsables de l'organisation militaire du Conseil National de la Résistance], qui était pourtant à mes yeux le représentant des deux cents familles»; cf «Le Monde», 23/8/94. Les «deux cents familles» étaient le noyau central de la haute bourgeoisie française.

(2) Dans ses Mémoires, de Gaulle écrit: «Que l'insurrection dans la grande ville dût, pour certains tendre à l'institution d'un pouvoir dominé par la IIIe Internationale, je le savais depuis longtemps. (...) J'encourageai le soulèvement, sans rejeter aucune des influences qui étaient propres à la provoquer. Il faut dire que je me sentais en mesure de diriger l'affaire de manière qu'elle tournât bien» (cité par «Le Monde», 23/8/94). Les anarchistes espagnols, au même titre que les autres soldats de la 2e DB, étaient là pour que «ça tourne bien»!

(3) Parmi les troupes de Franco se trouvaient les troupes coloniales composées de marocains. Une action anti-colonialiste aurait pu toucher ces troupes et les pousser à la révolte; mais s'engager dans une action anti-colonialiste aurait signifié se heurter à la bourgeoisie et au gouvernement républicain, ce que les anarchistes redoutaient plus que tout...

CHARITE ET IMPERIALISME AU RWANDA

La campagne d'opinion pour «sensibiliser» la population aux malheurs des populations rwandaises s'est poursuivie pendant de nombreuses semaines avec toute la puissance des moyens modernes de communication. Cette campagne médiatique de grande ampleur tranche avec la discrétion qui avait entouré les précédentes interventions de l'impérialisme français dans la guerre civile au Rwanda ainsi qu'avec l'indifférence des médias lors des précédentes tueries en masse; la dernière il y a quelques mois à peine avait fait déjà plusieurs dizaines de milliers de morts au Burundi voisin. A la différence du Rwanda les couches dirigeantes (et donc, bien évidemment, les forces armées qui sont comme partout le pilier de l'Etat et de la domination de la classe dirigeante) sont là des Tutsi; mais tout comme au Rwanda elles ne veulent pas abandonner une bribe du pouvoir ou des privilèges qui s'attachent à leur appartenance ethnique: elles se sont appuyées sur l'armée et des formations para-militaires pour déclencher et réaliser des massacres inter-ethniques afin de prévenir par ce déchaînement bestial de terreur tout mouvement d'opposition et toute velléité de révolte.

Si donc nous assistons aujourd'hui à cette campagne médiatique de grande ampleur, ce n'est pas fondamentalement parce que les massacres et les malheurs auraient dépassé une espèce de seuil de tolérance pour une opinion publique dure à s'émouvoir. Il faut se rendre compte que la campagne actuelle a une fonction bien précise: celle du soutien et de la justification de l'intervention impérialiste dans la région. Les organisations humanitaires présentes sur place ont sans doute manifesté des critiques ou une opposition à l'opération militaire française, mais la campagne d'aide aux réfugiés rwandais n'a été possible que par l'organisation par l'armée française d'une couverture médiatique de la situation, relayée ensuite par la machinerie de tous les médias internationaux, à l'image de ce que les américains avaient fait avec des moyens encore plus importants en Somalie. Le premier résultat a été que les critiques envers l'intervention militaire française ont rapidement disparu et que celle-ci a au contraire pleinement reçu une légitimité humanitaire, au point que le gouvernement français a été prié de maintenir ses soldats! Le deuxième résultat est que même si ses alliés (le gouvernement et les Forces Armées Rwandaises), responsables directs des massacres, ont été chassés du pays, l'impérialisme français a cherché à se maintenir au Rwanda; surtout, en occupant une place stratégique pour l'organisation de la répartition et de la distribution de l'aide internationale qui arrive en quantités massives, au moins autant qu'en contrôlant une partie du territoire et de la population qui s'y trouve, il a voulu s'approprier une carte maîtresse pour l'avenir du pays. L'impérialisme anglo-américain l'a bien compris, qui cherche à retirer aux français l'arme humanitaire en organisant à Kigali même et pour soutenir le gouvernement du FPR le centre logistique de réception et de distribution de l'aide internationale.

Derrière les sentiments les plus généreux, les sordides luttes d'influence inter-impérialistes et inter-bourgeoises ne cessent pas une minute...

LE BUSINESS DE LA CHARITE

Nous ne discutons pas la sincérité des bonnes âmes qui veulent faire quelque chose pour venir en aide aux malheureuses populations, aux bénévoles qui se précipitent pour proposer leurs services. Mais dans une société capitaliste il n'existe pas d'acte gratuit; les associations charitables et humanitaires outre le fait qu'elles ne peuvent agir que si la bourgeoisie et l'impérialisme y trouvent un intérêt, ne peuvent faire autrement qu'obéir jusque dans leur structure et leur fonctionnement aux lois du capital: elles sont devenues de véritables entreprises qui entrent en concurrence sur le marché étroit de la charité. Selon le journal «Libération»

(12/8/94): «Grosse médiatisation, gros drame, gros sous. Le dernier mailing envoyé par l'Association Internationale Contre la Faim a donné des résultats extrêmement rentables. D'ordinaire, 1,5% des personnes contactées par lettre répondent en envoyant un chèque, d'une valeur moyenne de 200F. Pour le Rwanda le «taux de retour» a doublé (3%), la valeur moyenne des chèques atteignant 250F. (...) «Sur Haïti, sur le Libéria, nous ne pouvons pas récolter un sou» (...). La communication [mot qui est utilisé à la place du terme plus exact: publicité -NdR] est essentielle; d'autant plus que la concurrence s'accroît entre les organisations humanitaires. D'autant plus que le marché de l'altruisme est un créneau extrêmement difficile. (...) «Il n'existe pas d'humanitaires sans la presse» (...). «C'est parce que [les journalistes] parlent de ces problèmes qu'il y a des donateurs et que le fric remonte. (...) Car même les campagnes d'affichage sont beaucoup moins efficaces qu'une bonne couverture média mentionnant notre action; le tout suivi d'un bon mailing». Voilà pourquoi il faut aussi payer des voyages à des journalistes. Les hébergements sur place. Leur prêter des véhicules. (...) «Il y a une complicité entre les journalistes et nous; nous avons besoin d'eux et nous leur apportons une logistique sur place» (...) Cette symbiose relève d'une juste cause, évidemment commune. Dénoncer la souffrance. Ou, note un cynique, [ou un lucide?], «elle relève d'un même fonds de commerce: le journaliste vendra sa copie grâce aux cadavres sur lesquels l'humanitaire

re assoit son business, en prétendant pouvoir en diminuer le nombre». Mais cela permet (...) «de remplir les caisses, pour nos missions, nos frais». (...) C'est en vertu de cette loi que MSF et Reporters sans Frontières ont envoyé au Rwanda 4 photographes de presse, avant même que le massacre ne commence, pour alerter la presse sur les problèmes humanitaires de ce pays».

Le même journal donne des exemples sur le terrain; ainsi le président d'une association humanitaire portugaise se plaignait: «Les grandes ONG [Organisations Non Gouvernementales -NdR] qui sont là ne veulent pas nous voir arriver, parce qu'elles veulent tout le gâteau. Cela représente des sommes colossales, avec les financements des Nations Unies et de la Communauté Européenne». «La concurrence entre ONG est sans pitié» écrit encore le journal, qui donne des exemples d'incurie, d'absence de toute coordination, de truquage du nombre des réfugiés, de rivalités en tout genre dont les victimes sont ceux que ces organisations sont venues aider. Il faudrait ajouter que ces rivalités ne s'arrêtent pas aux ONG, mais touchent également les actions proprement gouvernementales, chaque Etat voulant montrer à sa population combien il est humain et secourable, profitant de l'occasion pour renforcer le mensonge contre-révolutionnaire selon lequel il serait au dessus des classes et animé du seul souci de se dévouer à un prétendu bien commun.

La compassion envers les souffrances des populations ne peut naître que lorsque tout le puissant réseau de communication et de propagande de la bourgeoisie s'est mis en branle; et elle ne peut s'exprimer et se traduire en actes concrets que par le canal de véritables entreprises fonctionnant selon le mode capitaliste ou d'organismes dépendant directement des Institutions bourgeoises (Eglise, Etat, etc.). Cela suffit à démontrer que ces campagnes humanitaires ne peuvent pas ne pas être étroitement soumises aux intérêts des classes dominantes.

Cela ne signifie pas que les militants et les prolétaires d'avant-garde doivent se désintéresser des souffrances subies par les populations déshéritées de telle ou telle région et qu'ils doivent appeler leurs frères de classe à y être indifférents sous le prétexte que la bourgeoisie mène ses bruyantes campagnes humanitaires. Cet indifféren-

tisme ne pourrait servir à son tour qu'à renforcer l'idée inlassablement répandue par les bourgeois et leurs laquais selon laquelle la classe ouvrière de nos pays a un sort enviable et qu'elle devrait donc accepter sans broncher les sacrifices qui lui sont demandés et qui sont peu de choses comparés aux horreurs complaisamment étalées sur tous les écrans de télévision. Il faut au contraire démasquer l'hypocrisie sans bornes de la bourgeoisie des pays impérialistes en démontrant que c'est elle en définitive la responsable de ces horreurs, des massacres et de la misère qui sont le lot de la plus grande partie de l'humanité.

Solidarité avec les populations rwandaises? Oui! Mais la véritable solidarité commence par la lutte résolue contre notre propre bourgeoisie, contre notre propre Etat, contre notre propre impérialisme avec sa prétention criminelle à exploiter sans limites les masses laborieuses de ces pays et à continuer à être le gendarme de ses anciennes colonies. Et demain cette solidarité s'incarnera dans la lutte commune des prolétaires de tous les pays, dominants ou dominés, sous la direction du parti de classe international enfin reconstitué. Jusque là toutes les campagnes humanitaires ne seront au mieux qu'autant de palliatifs impuissants à traiter le mal à sa racine, et au pire que des campagnes de soutien à notre ennemi de classe, notre bourgeoisie.

IL COMUNISTA No 40/41 - Giugno 94

- L'arte borghese di governare, l'imbroglione democraticamente distribuito su tutti cittadini: ma è il proletariato a pagarne le conseguenze più pesanti
- Il collaborazionismo alle prese con i rinnovi contrattuali
- A che punto è la crisi capitalistica mondiale?
- L'impossibile resurrezione di Zapata
- La questione dell'opportunismo e la questione nazionale, ossi davvero duri per gli pseudorivoluzionari
- La questione della ripresa della lotta di classe del proletariato e i compiti del comunista (III)
- Il ponte sul tempo
- Chi difende gli interessi operai?
- Ruanda, a sud di Sarajevo

Lénine sur le chemin de la révolution (2)

(Suite de la page 1)

Vladimir Illitch Oulianov naît en 1870: c'est vingt ans plus tard qu'il entre dans la lutte politique en Russie. Que signifie cette date de 1890, outre l'année des premières armes du futur grand chef prolétarien? Longtemps avant, pendant des décennies, il a existé en Russie un mouvement révolutionnaire notable et multiforme. Il avait été suscité par la survivance de l'absolutisme et du féodalisme, déjà abattus dans le reste de l'Europe par les révolutions démocratiques bourgeoises. Visant à abattre le régime tsariste, il cherchait avec peine à préciser le contenu positif de son opposition.

La bourgeoisie capitaliste naissante, la bourgeoisie moyenne avec ses intellectuels, toutes les autres couches qui supportent la charge intolérable des privilèges de l'autocratie, du clergé, des hauts fonctionnaires, des officiers, participent à ce mouvement chaotique, mais rempli de pages sublimes de luttes et d'héroïsme, que la féroce répression du mouvement tsariste ne fit jamais

plier. Disons tout de suite que les bolchéviks n'ont jamais renié leur filiation avec les meilleures traditions de ce mouvement des années 1860, 1870 et 1890: Mais Lénine et les bolchéviks représentent au milieu de ce vaste cadre l'apport d'un coefficient particulier et original, destiné à prévaloir sur tous les autres facteurs. C'est que la date d'entrée de Lénine dans l'arène politique, l'année 1890, coïncide avec l'apparition de la classe ouvrière en Russie. Les capitaux, les machines, la technique industrielle de l'Occident ont franchi les frontières de la Sainte Russie des Tsars qui semblaient séparer deux mondes différents, mais n'ont pu résister à l'expansion impétueuse du capitalisme moderne. Avec sa pénétration, avec l'apparition de grandes usines, surgit un véritable prolétariat industriel, d'abord dans quelques rares grands centres urbains.

Déjà avant Lénine et les autres marxistes russes, les chefs intellectuels de l'opposition au tsarisme avaient anxieusement examiné les idéologies et la littérature des mouvements révolution-

naires occidentaux pour s'en servir dans l'élaboration de leurs programmes et de leurs revendications. Au delà de la facilité d'assimilation de la race slave, l'émigration continuelle des proscrits vers les centres intellectuels de l'étranger a rendu plus active cette importation idéologique. Mais il ne s'agissait pas seulement d'importer des idéologies: il fallait trouver celle qui correspondait au développement réel des conditions sociales russes et qui y avait une base de classe concrète. Comme théorie le marxisme pénètre à son tour en Russie avec Plékhanov qui précède chronologiquement Lénine et qui fut en son temps un des meilleurs marxistes et le maître de Lénine lui-même.

En même temps qu'il s'arme de l'ensemble des doctrines élaborées par le mouvement prolétarien avancé d'Occident, Lénine est le premier à développer une activité politique au sein de la classe ouvrière naissante de Russie, s'attachant aux questions concrètes de sa vie dans les usines et formulant la fonction originale qu'elle doit remplir dans le cadre de la vie russe. Dernière arri-

Lénine sur le chemin de la révolution (2)

vée et statistiquement négligeable dans l'immense population de l'empire russe, la classe ouvrière apparaît à Lénine comme le protagoniste de la révolution inéluctable. Sa fonction, son apport ne pouvaient donc être «spécifiquement russes»: c'est au contraire la pénétration des instruments et des conditions du grand capitalisme en provenance de l'Occident qui les ont rendus possibles; et celle-ci à son tour a permis l'assimilation de la féconde critique du capitalisme, depuis longtemps élaborée à l'étranger par le marxisme, et de la méthode d'interprétation des sociétés et des époques historiques les plus variées particulière à la classe prolétarienne; bref, c'est la pénétration du capitalisme qui a permis la pénétration en Russie du matérialisme historique et de la critique marxiste de l'économie bourgeoise nés en Occident.

Après nous avoir présenté Lénine en mongol et en mystique, les crétiens de la polémique journalistique veulent nous le servir maintenant en pédant allemand et en instrument du pangermanisme. Il nous suffit de leur rappeler qu'à son époque les ignorants avaient déjà traité Karl Marx, chez qui Lénine trouva toute élaborée la mentalité dont il avait besoin, d'agent allemand, alors qu'il avait tiré la plupart des matériaux de sa doctrine économique du pays où le capitalisme avait atteint le premier son développement économique, l'Angleterre; et qu'il prenait le plus grand compte des données de la plus significative des révolutions bourgeoises, la révolution française. Marx et Lénine vécurent tous deux de longues années en dehors de leur pays natal, et comme tous les grands révolutionnaires, ils présentent même l'un et l'autre des caractéristiques psychologiques opposées à celle de leur nation. Rien ne contraste davantage avec le pédant universitaire allemand classique que le type mental psychologique brillant et vibrant de Karl Marx, qui n'avait cependant rien à lui envier pour la ténacité au travail et la préparation intellectuelle. De même rien n'est plus opposé à l'inertie contemplative et mystique du russe que le réalisme, la précision et le travail intensif de Lénine, formidable machine humaine à haut rendement. Marx était juif, il est vrai; si c'était vraiment un défaut, on ne pourrait même pas l'imputer à Lénine! Mais ce ne sont là que des arguments ultimes pour montrer que ces deux colosses ont été les représentants les plus importants d'un mouvement à qui personne ne peut dénier, même de loin, le qualificatif non rhétorique de «mondial».

Pour retracer tout le rôle historique de Lénine dans la lutte politique en Russie, il faudrait exposer l'histoire complexe du parti bolchévique et de la plus grande révolution connue, ce qui est impossible ici.

La figure de Lénine se dessine tout d'abord avec relief dans sa critique de toutes les positions théoriques et politiques des autres mouvements anti-tsaristes, et en particulier de ceux qui fabriquaient des théories hybrides pour l'action des classes laborieuses. Lénine est impitoyable pour toutes ces formes d'opportunisme et dans sa lutte contre elles, il ne recule devant aucune conséquence.

Au libéralisme politique bourgeois qui tend à se répandre dans le prolétariat russe par l'intermédiaire d'intellectuels forcément révoltés contre l'ordre régnant, il oppose une idéologie de la classe ouvrière. Un des chefs populistes avait déclaré que «le prolétariat était d'une grande importance pour la révolution». Cette phrase exprimait bien l'intention de la bourgeoisie de «se

servir» des masses prolétariennes pour renverser l'absolutisme, afin d'établir ensuite sa propre domination aussi et surtout sur le prolétariat, comme un siècle plutôt en France. Mais Lénine répond: ce n'est pas la classe ouvrière qui servira à la révolution des bourgeois, mais c'est la révolution qui sera faite en Russie par la classe ouvrière et pour elle-même.

Cette géniale intuition historique de Lénine s'appuyait sur une étude complète de l'économie russe, de sa nature et de son degré de développement. Ce fut elle qui l'arma contre toutes les falsifications du programme révolutionnaire et contre les divers partis et groupes opportunistes. En même temps que ce marxisme bourgeois dont nous parlions plus haut, Lénine combattit l'«économisme» qui voulait abandonner la lutte anti-tsariste à la bourgeoisie et cantonner le prolétariat à une action pour améliorer ses conditions économiques, ce qui revenait à renvoyer la formation du parti politique ouvrier au moment où la bourgeoisie aurait conquis le pouvoir et les «libertés politiques». Dans cette lutte théoriques que Lénine mena aux alentours de 1900, on trouve déjà le contenu de ses campagnes ultérieures contre le révisionnisme bernsteinien international (1) d'avant-guerre, contre l'opportunisme social-patriote des années de guerre et le menchévisme d'après-guerre.

En 1903, au Congrès de Londres, Lénine annonce la scission du Parti social-démocrate russe, qui du point de vue organisationnel ne se produira cependant que plus tard. En apparence le désaccord portait sur des questions d'organisation intérieure au reste très importantes pour un parti illégal luttant sous une répression féroce; en réalité, comme l'avenir le prouva, il concernait le fond des problèmes. Lénine a voulu et implacablement préparé cette scission. C'est lui qui prononça alors la phrase fameuse: «avant de s'unir, il faut se diviser». Elle résume un de ses plus grands enseignements: jamais le prolétariat ne remportera la victoire s'il ne sait pas se libérer des traîtres, des incapables et des hésitants; on n'a jamais assez de courage quand il s'agit d'amputer le parti révolutionnaire de ses membres malsains. Naturellement Lénine fut traité de désorganisateur, de sectaire, de centralisateur et d'autocrate. Il se contentait d'en rire: c'est toujours ce que disent les opportunistes quand on évalue leurs manœuvres. Les appels à l'unité ne sont que rhétorique vide pour les marxistes tant qu'ils ne correspondent pas à des directives homogènes et claires.

Avant d'arriver à la dissension irrémédiable et retentissante des années de guerre, le parti social-démocrate russe a connu toute une série de désaccords: l'oeuvre clarificatrice de Lénine se poursuit tout ce temps, visant l'avenir, accumulant les véritables conditions de la future victoire révolutionnaire. Exilé à l'étranger, Lénine ne recueille souvent que les adhésions des simples ouvriers qui l'entourent, lui et son petit groupe de fidèles. Cependant il ne doute jamais de l'issue finale de la lutte. L'avenir devait lui donner raison: les petits groupes deviendront, en 1917, des milliers et des milliers de prolétaires qui battront le tsarisme et le capitalisme; sept ans plus tard, ce seront des millions d'hommes qui défilent en un interminable cortège devant la dépouille mortelle de leur chef.

Nous ne pouvons pas nous occuper plus à fond ici des «liquidateurs» qui, après 1905, voulaient renoncer aux formes illégales du parti sous le prétexte que le tsar avait accordé un semblant de constitution; ni du parti socialiste révolutionnaire, de son programme et de

ses méthodes petites bourgeoises qui mettaient au premier plan la paysannerie, prétendant qu'en Russie le problème central de la Révolution n'était pas l'abolition du capitalisme privé. La critique du parti bolchévique s'exerça non seulement contre ces deux courants, mais aussi contre les anarchistes, les syndicalistes et tant d'autres écoles politiques d'inégale importance s'agitant dans la période pré-révolutionnaire.

Dans cette lutte, Lénine crée le parti, le magnifique instrument de lutte qui en 1917 devait répondre si brillamment aux exigences révolutionnaires. Bientôt l'heure n'est plus à la critique polémique et à la patiente préparation organisationnelle, mais à la lutte ouverte. Alors les forces révolutionnaires s'unissent autour de ceux qui, si souvent, furent des scissionnistes: les soldats fatigués de la guerre, les paysans pauvres tombent sous l'influence du parti de l'avant-garde ouvrière. Les soviets, apparus en 1905 au cours de la première grande lutte révolutionnaire où le bolchévisme se soit trempé et affirmé, en 1917 s'orientent peu à peu vers le parti de Lénine. A ce moment de l'action, les qualités de celui-ci prennent un relief saisissant et se prêteraient facilement à n'importe quelle amplification mystique. Pour nous, marxistes, ce qui s'est produit n'est pourtant que le couronnement nécessaire d'une préparation complète des conditions révolutionnaires dans tous les domaines. Lors de l'insurrection de juillet, malgré la tentation du moment, Lénine affirme résolument que le moment n'est pas encore venu de jouer le tout pour le tout. Par contre, dans les journées d'octobre, seul ou presque, il comprend que ce moment est arrivé et qu'il ne faut pas le laisser passer. Et frappant le coup décisif d'une main infaillible, il encadre dans une magnifique manœuvre de parti la crise formidable où s'affrontent les forces sociales antagoniques, et dont le prolétariat doit sortir victorieux.

La critique théorique de la démocratie et du libéralisme bourgeois culmine dans l'action pratique au moment où les ouvriers dispersent par les armes ce «ramassis de gredins» qu'est l'Assemblée Constituante, démocratiquement élue. Le mot d'ordre de Lénine «tout le pouvoir aux soviets» l'a emporté. La dictature du prolétariat théorisée par Karl Marx fait son entrée terrifiante dans la réalité historique. En dépit de ses nombreux efforts, la contre-révolution ne vaincra pas; elle reculera devant un terreur révolutionnaire implacable, ne réussissant à exploiter contre le gouvernement de Lénine ni les difficultés économiques qui s'accumulent en Russie, ni même les insuccès du prolétariat dans les autres pays. Dans cette nouvelle phase, Lénine et son parti continuent leur travail, différent mais non moins ardu, en affermissant toujours plus leurs forces et leur expérience.

Nous n'avons dit que peu de choses sur Lénine réalisateur de la politique marxiste en Russie, et il nous reste à examiner toute son activité internationale. Là aussi sa lutte contre les déviations du marxisme est à la fois théorique, politique et organisationnelle.

Pas encore aussi connu des grandes masses que les leaders traditionnels de la IIe Internationale, Lénine anime, au sein de celle-ci, un courant de gauche luttant contre le révisionnisme. Si le Congrès de Stockholm vote la motion préconisant la grève générale en cas de guerre, c'est à lui qu'on le doit.

La guerre survient et Lénine est le premier à comprendre que sa faillite honteuse du 4 août 1914 a détruit à jamais la IIe Internationale. Au sein de l'opposition socialiste à la guerre qui se réunit à Zimmerwald et Kienthal, se

forme une gauche qui se rallie à la formule léninienne de «transformation de la guerre impérialiste en guerre civile». On va vers la fondation d'une nouvelle Internationale. Ayant désormais affirmé sa doctrine sur des bases marxistes solides et donné un exemple grandiose de politique prolétarienne avec la victoire du parti communiste russe, celle-ci se constitue en 1919 dans la capitale du premier Etat prolétarien.

Après la restauration de la théorie prolétarienne, l'oeuvre de la Troisième Internationale s'affirme dans l'application de mesures concrètes pour se débarrasser des opportunistes de tous les pays: réformistes, sociaux-démocrates, centristes de toutes catégories se voient expulsés des rangs de l'avant-garde ouvrière mondiale. L'oeuvre de régénérescence se développe dans tous les vieux partis, et les bases des nouvelles organisations révolutionnaires du prolétariat se constituent. Lénine guide la difficile opération d'une main de fer, dissipant les hésitations, combattant les faiblesses possibles.

Plus loin nous dirons quelques mots des raisons qui font que cette lutte gigantesque n'a pas encore remporté dans tous les pays une victoire définitive, et, sur bien des fronts, ne tourne pas en notre faveur où moment où Lénine nous quitte.

L'oeuvre de la nouvelle Internationale présente quelques autres aspects essentiels sur lesquels il faut nous arrêter. La restauration théorique du marxisme conduisait tout naturellement aux conclusions fondamentales du Congrès constitutif en matière de programme, et à une bonne partie des doctrines que l'on trouve mieux élaborées au Second Congrès (1920), le meilleur de l'Internationale. Ainsi les conditions d'admission dans les partis communistes, les thèses sur le rôle du parti communiste, sur la signification des conseils

(Suite en page 6)

CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 3 rue
Basse Comalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE:
Editions Programme, 12 rue
du Pont, 1003 Lausanne

POUR L'ITALIE:
Il Comunista, C. P. 10835,
20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 LI. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 LI. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 LI / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 LI / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «Il comunista», le numéro: 2000 LI / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 LI / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 LI / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / América latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 LI / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / América latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 LI / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.

Lénine sur le chemin de la révolution (2)

(Suite de la page 5)

d'ouvriers et de paysans, sur le travail dans les syndicats. Mais d'autres questions ont également été traitées d'une façon toujours aussi fidèle aux lignes générales du marxisme, mais avec un caractère plus accentué d'originalité par rapport aux lacunes les plus graves du mouvement socialiste traditionnel.

Tel est le cas de la question nationale et coloniale. L'Internationale avait condamné théoriquement et pratiquement le social-patriotisme et ses sophismes sur la défense nationale et la guerre pour la démocratie, la liberté et la restauration du principe bourgeois de la nationalité. Ceci réaffirmé sans équivoque possible, elle apprécie dialectiquement l'importance des forces sociales et politiques qui s'opposent aux principaux impérialismes là où n'existe pas encore un prolétariat moderne développé, c'est-à-dire dans les colonies et les petits pays soumis aux grandes métropoles. Elle réalise ainsi une synthèse politique géniale, sur une plate-forme parfaitement classiste, de la lutte du prolétariat européen et des autres pays les plus modernes contre les grandes citadelles bourgeoises, et des mouvements de rébellion des peuples d'Orient et des colonies, dans le but d'ébranler le système de défense du capitalisme mondial jusque dans ses fondements par le concours de toutes ces forces. Cette position conserve au prolétariat communiste mondial sa fonction de direction et d'avant-garde; elle ne modifie en rien son idéologie ni son but final, qui reste la dictature de classe. Elle ne fait pas davantage de concessions aux promesses théoriques

et politiques éphémères et fausses des nationaux-révolutionnaires semi-bourgeois de ces pays auxquels, dès que possible, les partis prolétariens et communistes devront arracher la direction du mouvement. Cette délicate question historique ne sort pas du cadre de la dialectique révolutionnaire, à condition d'être confiée à des forces politiques solidement marxistes. Par contre il n'est pas exclu qu'elle puisse devenir dangereuse surtout si on voulait la présenter comme un «nouveau» mot d'ordre par lequel l'Internationale se distinguerait du rigorisme excessif de la gauche marxiste classique. Mais cela, seuls des opportunistes qui, on ne sait dans quelle intention, n'auraient pas renoncé à vivre en marge de l'Internationale peuvent le dire. Dans les termes théoriques que Lénine donna au problème et sous sa direction politique, aucun danger de cette sorte n'était à redouter: on ne pouvait constater aucune atténuation de l'efficace action révolutionnaire mondiale, mais au contraire son intensification.

De la question agraire nous dirons quelques mots. Mais même la position prise par le Second Congrès ne fait, au fond, que remettre en lumière le véritable point de vue marxiste sur les problèmes de l'économie agricole. Dans ce domaine aussi Lénine nous avait donné de remarquables travaux théoriques. Politiquement, l'Internationale résoud finalement le problème que les opportunistes trouvaient commode d'éluider. Sous le prétexte que le prolétariat industriel est le principal moteur de la révolution, ceux-ci préféraient en effet flatter une prétendue «aristocratie» ouvrière pour l'entraîner à une alliance avec le capital, plutôt que de s'occuper du prolétariat agricole.

La doctrine agraire de la Troisième Internationale se fonde sur l'ABC du

marxisme qui distingue clairement l'entreprise traditionnelle et enfin la petite unité économique dans le cadre purement juridique de la grande propriété appartenant à un seul maître, mais exploitée par plusieurs familles de paysans. L'Internationale avait déjà expliqué que la transformation socialiste s'effectuerait graduellement dans l'économie en général. Dans l'agriculture, cela devait se traduire dans le fait que la dictature prolétarienne ne se proposait pas d'appliquer les mêmes mesures aux différents stades économiques. Le programme de socialisation ne concernait que les entreprises que les entreprises analogues à celles de l'industrie, c'est-à-dire du premier type. Pour le troisième (la petite unité économique du latifondium), le programme était d'éliminer le grand propriétaire et de remettre la terre aux familles paysannes en attendant qu'aient mûri les conditions techniques d'une culture centralisée et mécanisée. De cette analyse théorique on pouvait aisément déduire les rapports politiques que le prolétariat devait établir avec les classes paysannes: complète solidarité de classe avec les salariés des entreprises mécanisées; alliance avec les paysans pauvres, exploitants directs du sol; rapports éventuels et à déterminer avec les paysans moyens. Cette politique permettait d'obtenir de la seconde catégorie une aide essentielle à la révolution sans affaiblir en rien la fonction du prolétariat urbain. Au reste, la Constitution soviétique confirmait cette prééminence en donnant moins de poids à la représentation des paysans qu'à celle des ouvriers qui fournissent la plus grande partie de son personnel au nouvel appareil d'Etat.

Là aussi les exagérations et les équivoques deviennent plus que possibles pour peu que l'on oublie les tâches

révolutionnaires essentielles: voyez les tendances «paysannes» qui engendrent l'opportunisme dans le parti communiste français et qui ont mérité les reproches vigoureux du camarade Trotsky. Il n'y a pas lieu d'affirmer que les thèses agraires de l'Internationale apportent des solutions nouvelles et imprévues par rapport à la ligne fondamentale du marxisme: l'oeuvre de l'Internationale n'a pas besoin de cela pour se grandir, et cela ressemble à un appât tendu à des courants douteux. Il n'y a pas davantage de raisons de présenter le bolchévisme et le léninisme comme une doctrine à part qui serait une idéologie révolutionnaire du prolétariat allié aux paysans, comme le camarade Zinoviev semble vouloir le faire et même si cela ne cache aucune divergence de fond. Pour les courants opportunistes sinon dans les intentions de notre camarade, cela pourrait fournir une formule théorique pour camoufler un éventuel repli historique de la révolution de Russie. Or une des plus belles traditions du parti bolchévique est précisément d'avoir confié au prolétariat et non pas à la paysannerie comme le voulaient les socialistes-révolutionnaires, le soin d'appliquer le point «volé» à leur programme: la paysannerie en effet ne peut pas s'émanciper par ses propres forces, seul le prolétariat peut la guider vers la libération...

(A suivre)

(1) Il s'agit d'un courant politique international au sein des partis socialistes, qui prônait l'abandon des objectifs révolutionnaires finaux pour se cantonner à l'action immédiate pour des réformes, selon la formule du socialiste allemand Bernstein: «Le mouvement est tout, le but n'est rien».

«Lutte Ouvrière» et la défense des nationalisations

Le projet de privatisation prochaine de Renault annoncé début août par le gouvernement (et substantiellement amendé depuis) n'a pas laissé indifférent les opportunistes de tout poil; à commencer par Hue, le successeur de Marchais, qui a accusé Ballardur et ses collègues d'être des traîtres à la nation pour vouloir détruire un «acquis social» (sic) obtenu après la seconde boucherie mondiale par le Parti Chauvin Français et... de Gaulle; et les trotskistes dont notamment ceux de Lutte Ouvrière.

Dans un article du 12 août intitulé «Renault privatisée? Les financiers font leurs comptes» («L.O.» n°1362), cette organisation essayait bien de camoufler sa position favorable au maintien de la nationalisation, elle ne réussissait pas longtemps, le naturel opportuniste revenant au galop, à cacher ce qui l'intéresse vraiment. Pour L.O., même s'*«il est certain que les salaires de Renault "nationalisée" [les guillemets sont là pour signaler qu'elle n'est pas vraiment nationalisée] sont bloqués comme partout ailleurs», «que les suppressions de postes [terme employé par les patrons et la bonzerie à la place de: licenciements] sont monnaie courante» et «même si pour les travailleurs la privatisation ne change pas grand chose, les changements de statut peuvent être pour le patronat une occasion de remettre en cause tel ou tel avantage. Ne serait-ce que parce que depuis des années, dans les entreprises dites nationalisées [ah! si elles étaient vraiment nationalisées...] comme dans les autres, le patronat remet systématiquement en cause les acquis des travailleurs. Et c'est une raison de plus pour que les travailleurs de Renault aient leur direction à l'oeil [sic] car il n'y a vraiment pas de raison de faire sous quelque prétexte que ce soit le moindre cadeau aux patrons! »* Voilà

en quelques lignes apparemment inoffensives L.O. prise en flagrant délit de révision opportuniste du marxisme.

La nationalisation selon l'opportunisme et selon le marxisme

Ainsi si L.O. fait semblant de mettre un doute sur la réalité de la nationalisation de Renault et autres, n'est-ce pas parce qu'elle voit, en bonne organisation trotskiste, un peu de socialisme dans toute nationalisation? Or Renault et les autres entreprises nationalisées démontrent de façon irréfutable qu'il n'en est rien. Les trotskistes, comme l'opportunisme classique, répondent que la nature bourgeoise du gouvernement dénature la nationalisation; pour eux le socialisme se réduit en fait à cette formule simple, mais ô combien erronée: gouvernement ouvrier + nationalisations = socialisation. Et en elle-même la revendication et la réalisation de nationalisations rapproche la société du socialisme et facilite la venue du gouvernement ouvrier, puisque diminuent la puissance et le nombre des patrons! Quant à l'Etat, selon cette formule simplette, il est un organisme au dessus des classes qui peut pencher d'un côté ou de l'autre...

Voilà une conception que les véritables marxistes ont toujours dû combattre, et ce depuis les débuts du mouvement ouvrier: à l'invariance du

marxisme répond l'invariance de l'opportunisme. Ce qu'écrivait Engels dans «l'Anti-Dühring» s'adresse aujourd'hui à l'opportunisme façon L.O.: «*Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la propriété de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la bourgeoisie se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes individuels. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'Etat des capitalistes, le capitalisme collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble*» (1).

Depuis toujours l'opportunisme veut ignorer la nature de classe de l'Etat; il cherche protection auprès de l'Etat contre les méfaits de tel ou tel capitaliste et gémit qu'il ne remplit pas comme il devrait le faire sa prétendue fonction de protection des faibles et des opprimés et son prétendu rôle d'arbitre neutre et impartial au dessus des classes. En appelant au renforcement et à l'amélioration de l'Etat l'opportunisme cache aux prolétaires que cet Etat est l'Etat bourgeois, la machine essentielle du capitalisme dont la destruction (et le remplacement par la dictature du prolétariat)

est la première condition pour que l'expropriation des patrons puisse déboucher sur la socialisation de l'économie. Tant que subsistent les rapports capitalistes de production (le salariat) et l'Etat bourgeois, les nationalisations ne peuvent rien avoir de «socialiste» ou de «prolétarien».

LUTTE CONTRE LE CAPITALISME ET SON ETAT OU LUTTE POUR LA PROPRIETE D'ETAT?

Bien qu'elle soit obligée de constater que les salaires restent bloqués et que les licenciements se succèdent à Renault nationalisée, L.O. avertit qu'une privatisation pourrait «remettre en cause les avantages et les acquis». L.O. prétend ainsi que les avantages et les acquis dont bénéficient quand même les travailleurs de Renault découlent du statut juridique de l'entreprise: comme si une entreprise sans propriétaire privé était moins à l'abri au gain et plus douce pour les ouvriers. Ce n'est pas là seulement une parfaite imbécillité démentie par l'article lui-même de L.O., mais c'est encore une fois l'illustration de la déformation opportuniste du marxisme. La cible constante de la propagande de L.O. c'est le bourgeois au gros ventre et au gros cigare, habitant dans des «châteaux» et dilapidant ses bénéfices dans des spéculations boursières au lieu d'investir. A la différence du petit-bourgeois ou de l'aristocrate ouvrier qui ne dénoncent les dilapidations du bourgeois jouisseur, que pour mieux vénérer le système capitaliste, le communiste sait que

Démocratie blindée

L'été qui vient de s'écouler a été riche en initiatives policières. Il y a d'abord eu une nouvelle loi sur les manifestations qui autorise la fouille des véhicules par la police dans un rayon de 10 km autour du lieu d'une manifestation et la légalisation de la «télé-surveillance», venant après les dispositions du nouveau code pénal qui renforcent de manière impressionnante les peines contre les manifestants coupables du crime horrible de bombage (des peines de prison ferme sont prévues).

Il y a eu ensuite les spectaculaires opérations dites «anti-terroristes» déclenchées après l'assassinat de français en Algérie et l'arrestation de supposés sympathisants islamistes avant leur expulsion en «urgence absolue». Il y a eu enfin l'arrestation de militants de l'ETA et d'un dirigeant de l'organisation maoïste turque «Dev Sol», ces dernières arrestations ayant eu beaucoup moins de retentissement médiatique que l'arrestation du fameux «Carlos», ancien terroriste gagné par l'obésité, parce qu'elles sont plus importantes (1).

Ce serait une erreur grossière de

voir dans ces divers événements la simple volonté d'un ministre de soigner sa popularité. Au delà des circonstances particulières qui leur ont permis de voir le jour, ces initiatives révèlent une tendance de fond de la société actuelle: la tendance au blindage croissant de la démocratie. A mesure que se répètent les crises économiques, les tensions sociales s'accroissent. Les bourgeois en ont une conscience aiguë et notamment le gouvernement en place qui n'a pas fait mystère de sa crainte à voir se déclencher des explosions sociales dans les banlieues et les quartiers les plus mal lotis. D'autre part la détérioration

«Lutte Ouvrière»

l'ennemi à détruire est le système dans son ensemble, et pas le bourgeois individuel. Pour le marxisme le bourgeois n'est que la personification des rapports capitalistes (dans «l'Anti-Dühring» Engels écrit encore que la bourgeoisie devient une classe «superflue»: «toutes les fonctions sociales du capitaliste sont maintenant assurées par des employés rémunérés»), qui subsistent donc avec l'exploitation qu'ils signifient pour les prolétaires même quand le propriétaire a été remplacé par un patron nommé par l'Etat. La cible de L.O. n'est donc pas la bonne.

L'erreur fondamentale suivante de L.O. est de croire et de faire croire que sous le capitalisme les avantages et les acquis peuvent être autre chose que précaires et temporaires alors qu'ils ne peuvent être «garantis» par aucun statut ou formule juridique, mais seulement par le rapport de forces que la classe ouvrière est capable de maintenir à un moment donné. Tôt ou tard la bourgeoisie et son Etat, les patrons privés ou salariés, sont contraints par les lois mêmes du capitalisme à essayer de reprendre ce qu'ils ont dû concéder. Voilà ce qu'il faut dire aux travailleurs pour les préparer à la lutte inévitable pour la défense de leurs intérêts de classe et non les détourner de cette lutte en essayant de leur faire croire, comme le réformisme classique, qu'il soit d'origine stalinienne ou social-démocrate, à une mensongère protection qui serait fournie par le statut d'entreprise nationalisée.

Enfin que sont ces avantages et ces acquis, sinon des jours de congé supplémentaires en fonction de l'ancienneté, les primes variant en fonction de la qualité et de la quantité de véhicules ou de pièces produits, ou encore les cadeaux et ristournes du comité d'entreprise (2), etc...? C'est-à-dire d'une fraction du salaire versée de façon différée et pour river le travailleur à la production! Parlons des primes par exemple: elles sont impossibles et ne sont pas prises en compte pour les remboursements journaliers d'arrêt-maladie, pour les allocations de chômage et pour la retraite. En fait elles ne servent qu'à appeler les prolétaires à intensifier la production, à lier le salaire au rendement, même si leur existence

améliore un peu le revenu du travailleur. La seule lutte méritant d'être menée au sujet des primes, c'est la lutte pour leur intégration dans le salaire de base.

Nous voyons que sur tous ces points cruciaux L.O., si combative et ouvrière qu'elle se prétende, s'éloigne radicalement des positions marxistes et s'aligne sur les positions de l'opportunisme politique et syndical, c'est-à-dire sur ceux que les bolchéviks appelaient les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. L'action de L.O. revient, qu'elle le veuille ou non, à encourager et à aggraver la division du prolétariat et à ne se soucier, tout comme les appareils syndicaux, que de sa fraction privilégiée, l'aristocratie ouvrière. Or les communistes révolutionnaires doivent défendre les conditions matérielles de tous les prolétaires. Qui plus est, toutes les luttes et les actions doivent favoriser les fractions et catégories les plus déshéritées et tendre à réduire les différences salariales et hiérarchiques, et non à les renforcer en privilégiant les catégories supérieures qui constituent un point d'appui fondamental pour les influences et la politique bourgeoises.

EN CONCLUSION

La défense de la propriété d'Etat n'est qu'une forme de la défense de l'Etat bourgeois et de l'exaltation du corporatisme d'entreprise; sous ces deux aspects elle est en opposition totale avec les exigences de la lutte de classe et ne peut donc servir que la bourgeoisie. Tous ceux qui, comme L.O. et les trotskistes, reprennent les appels du PCF à défendre les nationalisations, donnent une nouvelle fois la preuve qu'ils se situent dans le camp ennemi.

(1) cf «Anti-Dühring», Ed. Sociales 1977 p. 315. La citation suivante est tirée de la même page.

(2) Le C.E. constitue une véritable école de gestionnaires et de bureaucrates ainsi qu'un puissant moyen d'intégration des ouvriers à l'entreprise. Il doit être boycotté et les besoins sociaux pris en charge par les organismes de défense du prolétariat. Voir la brochure «Le Prolétaire» n°16 «Pour des méthodes et des revendications de classe - Orientations pratiques d'action syndicale»

continue de la situation en Algérie fait craindre une contagion du désordre en France même, étant donné la présence d'une importante communauté arabe aux relations étroites avec le Maghreb. La bourgeoisie s'efforce donc et va continuer à s'efforcer de restreindre au maximum ces liens, d'établir une sorte de cordon sanitaire entre l'Algérie et la France. Les visas ont été établis il y a plusieurs années et ils n'étaient accordés qu'après un sévère contrôle (le gouvernement de gauche avait maintenu toutes ces dispositions). Sous prétexte des menaces terroristes, ils ne sont maintenant plus délivrés par les services de l'ambassade française en Algérie, mais seulement par courrier à partir de la France! Le but est clair: n'autoriser que les venues en France nécessaires à la poursuite des activités commerciales françaises et le voyage de personnalités bourgeoises (car l'impérialisme français ne veut pas abandonner le marché, comme en témoignent les investissements récents de Total par exemple).

Les opérations de contrôle policier de cet été n'avaient pas pour but d'arrêter des terroristes comme le disaient les explications officielles, mais de terroriser ou au moins de menacer la population des travailleurs immigrés. D'abord sans doute pour dissuader toute aide à des réseaux d'opposants islamistes au gouvernement algérien. Mais ces opérations très spectaculaires, abondamment répercutées par les médias, auxquelles il faut ajouter la relance par le ministre de l'Education de la guerre du foulard islamique, avaient aussi une fonction à plus long terme: celle de désigner une fois de plus à la population française dans son ensemble et au prolétariat en particulier, les immigrés comme étant par principe des suspects dont il faut se méfier. La contagion dont nous avons parlé plus haut a en effet son terrain naturel d'expression dans la classe ouvrière dont les immigrés font partie dans leur écrasante majorité; la crainte des bourgeois n'est évidemment pas de voir les prolétaires indigènes se convertir à l'Islam, mais de voir ceux-ci gagnés par un éventuel esprit de combativité, de révolte, des prolétaires d'origine algérienne à la suite de luttes sociales et de bouleversements politiques dans leur pays. Le besoin de faire face à cette menace potentielle s'était déjà présenté à la bourgeoisie française lors de la guerre d'Algérie et ce souvenir bien vivant lui dicte sa conduite actuelle, préventive, face aux incertitudes du proche avenir.

L'arrestation et l'expulsion des détenus de Folembay, comme l'absence quasi-totale de critique des opérations de contrôle policier sont la démonstration que ces mesures sont acceptées par tous les grands partis et toutes les fractions de la bourgeoisie. Il y a eu sans doute des critiques mais elles ont porté sur la ligne politique de soutien apparemment total à la ligne anti-islamiste du gouvernement algérien, non sur le comportement du Ministère de l'Intérieur en France. Les détenus de Folembay ont été arrêtés et expulsés en violation de toutes les règles légales, sans que personne ne s'en émeuve.

Il y a là une leçon de choses politique parfaitement instructive que les prolétaires conscients doivent assimiler: lorsqu'elle estime que ses intérêts sont en jeu ou que sa tranquillité est menacée, la bourgeoisie bafoue elle-même tous les règlements et tous les principes de son système démocratique. Celui-ci n'est donc que de la poudre aux yeux, un voile de la dictature de la

bourgeoisie, qui tombe tôt ou tard.

Les menaces que voit la bourgeoisie sont encore aujourd'hui peu importantes. En même temps qu'il arrêtait et expulsait à grand renfort de publicité quelques islamistes ainsi que quelques malheureux rafiés par erreur, le gouvernement maintenait selon toutes probabilités des discussions avec les opposants islamistes algériens (2), avec qui il est tout prêt à s'entendre s'il le faut. Mais demain lorsqu'elle sera confrontée à la menace autrement plus mortelle pour elle de mouvements révolutionnaires prolétaires, la bourgeoisie déchaînera sa répression sans hésiter à piétiner toutes les garanties et les bons usages démocratiques. Elle ne se contentera pas de diviser la classe ouvrière par des opérations d'intimidation contre les étrangers, elle organisera elle-même les pogroms et les attentats racistes; les frontières censées disparaître se dresseront infranchissables devant les prolétaires tandis que les polices et les armées bourgeoises se prêteront main-forte d'un pays à l'autre. La démocratie blindée à la Pasqua se révélera être un char d'assaut lancé pour écraser le prolétariat qui devra répondre sur le même terrain de l'action directe, ou périr.

Voilà la leçon à tirer des événements de cet été et l'avertissement à méditer. Surtout au moment où nous approchons d'une nouvelle période d'orgie démocratique et de délire électoralistes.

(1) Tout le battage fait autour de l'arrestation de ce Carlos a cependant permis de d'établir qu'une aide de l'impérialisme français a été accordée au régime islamiste soudanais dans sa guerre contre les rébellions du sud, soit en donnant des photos de reconnaissance par satellite, soit en «autorisant» (comme au bon temps des colonies!) le passage des armées soudanaises par le Tchad, soit en cautionnant Khartoum auprès des instances internationales. Il a permis aussi de faire savoir que notre belle démocratie avait elle aussi coutume de recourir au terrorisme et à l'assassinat.

(2) Des informations sur des discussions avec les islamistes algériens par l'intermédiaire du régime soudanais circulent depuis longtemps. D'autre part, selon des sources policières citées par le journal «Libération», les milieux réputés en France proches du G.I.A. (Groupe Islamique Algérien, organisation de guérilla la plus extrémiste, concurrente du F.I.S.) n'auraient pas été inquiétés lors des récentes opérations.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE
DU PARTI !

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ !

SOUSCRIPTION PERMANENTE
4e liste 1994

A.B.: 800,00 / Roger.: 100,00 / Mayen.: 150,00 / Alain pour la presse: 200,00 / Franck: 150,00 / Paris: 700,00 / Ren.: 1.500,00 / Total liste: 3.600,00
Total 1994: 13.038,00

Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

INDE

Les informations sur les luttes ouvrières en Inde sont rarissimes en Europe, bien que la classe ouvrière de ce pays fasse montre d'une combativité certaine. Afin de donner une idée sur la situation ouvrière en Inde nous reprenons ci-dessous quelques unes des informations sur les luttes ouvrières quotidiennes dans la région de Faridabad, zone industrielle de New Dehli, parues dans la version en anglais de «*Faridabad Majdoor Samachar*», mensuel publié localement par un groupe de tendance luxembourgist.

Jhalani Tools

La saleté, la poussière et la fumée sont telles dans cette entreprise que les ouvriers cherchent toujours à sortir de l'usine. Lors de la pause-repas la plupart des ouvriers sont en dehors des grilles de l'entreprise. Un jour où quelques ouvriers entraient dans l'établissement n°1 avec quelques minutes de retard sur la pause, les cadres relevèrent leurs noms. Le jour suivant, tous les ouvriers de l'établissement n°1 de la même équipe sortirent de l'usine à l'heure du repas. Après que la pause se soit terminée les ouvriers restèrent encore un long moment au dehors puis rentrèrent tous ensemble dans l'établissement. Les cadres ne relevèrent pas les noms et cessèrent par la suite cette pratique.

Dans la plupart des usines de Faridabad les travailleurs des cantines ne sont pas des employés de la boîte, mais des employés de sous-traitants qui leur imposent des horaires de 12-14 heures de service et des salaires qui sont le tiers du minimum légal. Dans quelques usines les travailleurs des cantines ont obtenu d'être des travailleurs à contrat permanent. Ils touchent le salaire minimum et travaillent 8 heures par jour. Mais même dans ces usines ils sont frappés par une discrimination ouverte.

La direction de *Jhalani Tools* paya à ses travailleurs les salaires d'avril le 18 mai, mais les travailleurs des cantines n'étaient toujours pas payés. Le lendemain ceux-ci cessèrent le travail; la direction commença alors à payer les travailleurs sous contrat permanent, mais refusa de verser le salaire des travailleurs temporaires. Les permanents refusèrent alors de prendre leurs salaires. La direction fut contrainte de payer en même temps permanents et temporaires. Elle dut aussi promettre de verser à l'avenir les salaires des travailleurs des cantines en même temps que les autres travailleurs.

Les salaires du mois de mai furent payés le 11 juin. Mais parmi les travailleurs des cantines, seuls ceux de l'établissement n°3 furent payés. Le 12 était un dimanche. Mais dès le lendemain 13 les travailleurs des cantines des établissements n°1 et 2 cessèrent le travail. Vers 8h et demie la nouvelle de la grève avait commencé à provoquer le trouble parmi les ouvriers, quand un responsable arriva à la cantine de l'établissement n°1. Les travailleurs lui rappelèrent la promesse de la direction et exigèrent leurs salaires. Entre-temps les ouvriers commencèrent à menacer de stopper la production s'ils ne pouvaient avoir le thé de 9 heures. Les responsables du personnel se ruèrent vers la direction et revinrent avec l'assurance que les salaires seraient versés dans la soirée. Les travailleurs de la cantine reprirent donc le travail, et les salaires furent effectivement versés le soir même.

Le 30 mai l'atelier de tôlerie de l'établissement n°1 était de nouveau plein de fumée durant le second tour. Les ouvriers se rassemblèrent et se rendirent au bureau de la direction de la production. Un garde était stationné devant le bureau. A cause du nombre croissant d'ouvriers venant présenter collectivement leurs doléances, la direction a décidé de poster un garde avec

ordre de ne pas laisser entrer les ouvriers en groupe. Le garde dit aux ouvriers: «vous ne pouvez pas rencontrer le *sahib* tous ensemble. Allez chercher votre chef; l'un d'entre vous ira avec le chef rencontrer le directeur». Alors que les ouvriers essayaient de convaincre le garde de les laisser passer, un assistant portant les affaires du directeur sortit, suivi par le directeur lui-même - prêt à rentrer chez lui. Les ouvriers l'entourèrent aussitôt et lui demandèrent de venir à l'atelier. Le directeur insista pour parler dans son bureau, mais les ouvriers l'obligèrent à se rendre à l'atelier de tôlerie. La fumée de l'atelier de trempage avait complètement envahi la tôlerie. La fumée était irritante pour les yeux. Les yeux ruisselant, le directeur se rendit à l'atelier de trempage. Là les

ouvriers lui dirent que s'ils ne faisaient pas ce travail, le matériau deviendrait mou. Les ventilateurs étaient ou en panne ou avaient été enlevés. Les ouvriers des deux ateliers lui dirent qu'ils avaient averti à maintes reprises la direction à propos des ventilateurs. Entouré par les ouvriers, le directeur ordonna alors que le travail soit arrêté dans l'atelier de trempage pendant 6 jours, le temps que les conditions de travail soient améliorées.

Hitkari Potteries

Le 13 juin au cours de la pause-thé un ouvrier dans la cantine montra son thé à une femme chef: «*Regardez il n'y a pas de lait ni de feuilles de thé et il n'a pas correctement bouilli. Mais vous les chefs vous avez du thé préparé avec des feuilles de thé bouillies dans le lait. Mais vous, vous en moquez de la qualité du thé que boivent les ouvriers. Il vaudrait mieux que vous y mettiez du poison et que tous les ouvriers meurent et alors les chefs pourraient se payer du bon temps*». Le chef se mit en colère et elle alla se plaindre de l'ouvrier auprès de la direction du personnel. Le

jour suivant était un jour de repos. Lorsque le lendemain l'ouvrier se présenta à son travail il fut arrêté à la porte de l'usine et on lui signifia une mise à pied au motif de mauvaise conduite envers la femme d'un autre chef; la nouvelle se répandit dans l'usine et lors de la pause-repas à 12h 30 les ouvriers commencèrent spontanément à se rassembler. Les cadres et la maîtrise durent faire appel aux vigiles de la sécurité pour disperser les ouvriers.

Le 22 juin un travailleur du département de la maintenance reçut une lettre de mise à pied après s'être engueulé la veille avec un cadre. Tous les ouvriers du département allèrent protester collectivement auprès de la direction.

Le 24 juin un cadre se conduisit mal avec une ouvrière de l'atelier de glaçage. Dans la journée les ouvriers de l'atelier écrivirent une lettre collective à la direction pour l'informer de ce qui s'était passé. Le 25 tous les ouvriers de l'atelier se rassemblèrent pour aller trouver la direction et lui demander quelle sanction elle entendait prendre contre le cadre. La direction répondit qu'elle étudiait la question.

INDONESIE

L'Indonésie, pays de plus de 190 millions d'habitants, traverse une période politique particulière qui a des relents de fin de règne. L'incontestable développement capitaliste qui a eu lieu sous le régime dictatorial de Suharto et qui s'est accéléré dans la dernière période sape les bases de ce régime instauré dans le sang de dizaines de milliers de victimes il y a trente ans. De plus en plus de voix s'élèvent parmi les nouvelles couches de la bourgeoisie pour critiquer le népotisme du régime: la famille Suharto et quelques clans de hauts dirigeants de l'armée s'approprient les affaires les plus juteuses et considèrent l'économie du pays comme leur bien propre, à la grande irritation du reste de la bourgeoisie, irritation qui se manifeste par l'apparition d'une opposition démocratique. Pour répondre à ces critiques et sous la pression de l'impérialisme, en premier lieu américain, soucieux d'élargir la base politique du régime, le gouvernement parle beaucoup de démocratisation et a pris quelques mesures libérales. Une presse bourgeoise indépendante a pu voir le jour, quelques unes des lois les plus dictatoriales ont été abrogées (comme celles régissant l'intervention de l'armée en cas de grève). Mais ces timides mesures, jugées insuffisantes, alimentent un esprit de fronde. Les nouveaux journaux ont pris un malin plaisir à révéler des affaires de corruption qui remontent jusqu'à la famille Suharto; résultat: le gouvernement a interdit ces journaux qui sont aussi les plus lus du pays et réprimé les (maigres) manifestations de protestation des démocrates, ce qui a suscité le froncement de sourcils de l'impérialisme américain.

Un autre fait montre le changement de climat. En mai 1993 une militante syndicaliste, Marsinah, était assassinée à Java. Ce crime est devenu un cheval de bataille de l'opposition qui dénonce les méthodes de répression des services spéciaux du régime et ce cas a été repris par des organisations internationales. Pour faire face à cette pression et démontrer qu'il était en règle avec les canons du droit, de la Justice et de la Démocratie, le gouvernement a été contraint de mener une enquête et d'organiser un procès.

A ce procès les personnes accusées de l'assassinat n'étaient autres que le propriétaire, le directeur et d'autres cadres de l'usine où Marsinah travaillait. Mais dès le début du procès, les accusés revenaient sur leurs aveux et affirmaient qu'ils leur avaient été arrachés par la torture, torture confirmée par des examens médicaux. L'indignation a été presque générale dans les milieux bourgeois, au delà même des cercles démocratiques; du jour au lendemain les accusés sont devenus des victimes innocentes dont le cas était autrement plus important que l'assassinat de Marsinah. Ce que les bourgeois ne peuvent en effet pas admettre, c'est que les méthodes habituelles des forces de répression soient utilisées contre des membres de leur classe, et pour protéger ces forces de répression, les serviteurs se retournant contre leur maître! Les dirigeants de l'usine qui avaient fait appel aux services spéciaux de l'armée pour qu'ils les débarrassent d'une agitatrice, n'auraient jamais ima-

giné qu'ils allaient être torturés par ces mêmes services afin qu'ils portent seuls le chapeau et que l'armée soit lavée de tout soupçon. Mais ils n'auraient jamais imaginé non plus qu'ils allaient devenir des symboles du combat démocratique, au même titre que leur victime...

La situation de la classe ouvrière est particulièrement difficile; les salaires sont bas (le salaire minimum est inférieur à 10 F par jour et il est souvent pas respecté par les patrons); le despotisme d'entreprise est renforcé par l'action policière du syndicat officiel et par l'intervention quasi systématique dans les grèves de la police, de l'armée et des services para-militaires. En outre il faut compter avec la pression qu'exerce une masse de chômeurs estimée entre 20 et 30 millions de personnes.

Cela n'empêche pas qu'au cours des dernières années le nombre de grèves officiellement recensé n'a cessé d'augmenter. Les derniers mois ont vu éclater des grèves et des mouvements de revendication ouvrières en nombre croissant dans différentes parties du pays, et un syndicat indépendant a vu le jour, probablement avec le soutien du mouvement démocratique qui comme partout cherche à utiliser les aspirations de la classe ouvrière à son profit.

En avril un mouvement de grève à Sumatra a pris un tour violent et le patron chinois d'une usine a été tué par les ouvriers, peut-être en représailles après la mort au mois de mars d'un militant ouvrier après la répression par la police d'une manifestation ouvrière.

Les chinois qui constituent une partie importante des patrons en Indonésie sont particulièrement haïs en raison de leur réputation de rapacité et de brutalité envers leurs ouvriers.

Le mouvement a dégénéré en attaques contre la communauté chinoise, sans qu'il soit exclu que des agents gouvernementaux aient voulu détourner la colère ouvrière contre des boucs-émissaires, le gouvernement essayant ensuite faire valoir auprès de la bourgeoisie qu'il est le seul garant du maintien de l'ordre.

Cet été le dirigeant du nouveau syndicat indépendant a été arrêté, sous l'accusation d'être responsable des émeutes du printemps. Peu auparavant il avait fait des déclarations fanfaronnes selon lesquelles son organisation qui revendiquait 300.000 adhérents, était prête à organiser des rassemblements pour renverser le gouvernement au cas celui-ci voudrait la dissoudre; il prétendait aussi vouloir défendre la Constitution contre le gouvernement, comme si cette Constitution, qui reconnaît sans doute le droit d'organisation, n'avait pas été précisément rédigée pour que ce droit reste lettre morte pour les prolétaires tandis qu'elle reconnaissait les plus grandes libertés pour les bourgeois d'exploiter et réprimer leurs ouvriers!

Les prolétaires ne peuvent rien attendre de bon du réformisme et d'une alliance avec l'opposition démocratique, car cette opposition démocratique est un mouvement bourgeois, même si elle prétend soutenir les travailleurs.

L'affaire Marsinah démontre que si démocrates bourgeois et prolétaires peuvent paraître avoir le même adversaire immédiat, le régime dictatorial de Suharto, ils appartiennent bien à deux classes fondamentalement ennemies. La *démocratisation* que tôt ou tard connaîtra l'Indonésie, à l'exemple des Philippines ou de la Corée, est donc un objectif bourgeois et non prolétarien, même de façon «transitoire» ou «immédiate».

Si la classe ouvrière est évidemment intéressée à obtenir des facilités pour s'organiser et pour lutter, donc à desserrer l'étau de la répression étatique et para-étatique, elle peut d'autant mieux y arriver qu'elle sait refuser l'union entre les classes pour se rassembler autour de la défense de ses seuls intérêts de classe: c'est une leçon fondamentale de l'histoire prolétarienne qui n'a rien perdu de son importance et de son actualité pour la lointaine Indonésie actuelle.